



Plan santé mentale : La poudre aux yeux continue !

Des annonces vides face à un service public en ruine

Derrière un vernis de modernité (« repérer », « soigner », « reconstruire »), nous retrouvons dans ce plan la même logique qui détruit nos services publics depuis des années : des effets d'annonce, des solutions superficielles et un mépris total pour les véritables causes de la crise.

Ce n'est pas un plan de sauvetage, c'est un constat d'échec déguisé en feuille de route !

Pendant que les personnels sont à bout de souffle et que les patients sont en danger, le Ministère nous propose des « kits de repérage » et des « missions de travail » pour 2025 ou 2027. Pour la CNP CGT, l'urgence, c'est maintenant ! Analysons ensemble cette nouvelle supercherie...

AXE 1 : « REPÉRER » LA MISÈRE SANS SE DONNER LES MOYENS DE LA SOIGNER

Le gouvernement veut former des « personnels-repères » dans les écoles et 300 000 « secouristes en santé mentale ». Mais la réalité est cruelle : repérer plus de jeunes en souffrance pour les mettre sur des listes d'attente qui s'allongent de jour en jour est une maltraitance institutionnelle ! À quoi sert de détecter la détresse si nos Centres Médico-Psychologiques (CMP) sont exsangues, sans psychologues, sans pédopsychiatres, sans infirmiers et avec des délais de rendez-vous de plus d'un an ?

C'est une manière d'opérer un transfert de charge et de responsabilité vers les personnels de l'Éducation Nationale et les médecins généralistes, déjà au bord de la rupture. On leur demande de devenir la première ligne d'une guerre que le gouvernement refuse de financer.

AXE 2 : « SOIGNER » EN ORGANISANT LA PRIVATISATION ET LA CASSE DU SERVICE PUBLIC

L'axe « soigner » est le plus révélateur de l'idéologie de ce gouvernement.

Le doublement envisagé des psychologues de « Mon soutien psy » est un aveu ! Au lieu d'investir massivement dans les CMP, qui offrent un suivi pluridisciplinaire et gratuit, le gouvernement préfère financer un dispositif libéral précaire. C'est la porte ouverte à des soins de psychiatrie à deux vitesses : quelques

séances remboursées pour les moins atteints, et pour les cas lourds et complexes... le désert du service public. Ainsi, s'affirme une volonté d'ubérisation du soin psychique !

« Renforcer les CMP » est une promesse vide. Sans chiffres, sans budget précis, sans plan de recrutement chiffré, cette phrase n'est qu'un slogan creux pour nous faire avaler la pilule de la privatisation rampante.

AXE 3 : « RECONSTRUIRE » SUR DES FONDATIONS QU'ILS ONT EUX-MÊMES SABOTÉES

On nous parle de « reconstruire » alors que ce gouvernement et ses prédécesseurs ont méthodiquement organisé la casse de la psychiatrie publique par des fermetures de lits, le gel des salaires et la dégradation de nos conditions de travail.

Former 600 internes par an d'ici 2027 est une mesure nécessaire mais largement insuffisante. Que fait-on pour garder les professionnels en poste AUJOURD'HUI ? Quid des infirmiers, des aides-soignants, des psychologues, des assistants sociaux, des cadres de santé, des médecins, etc. qui fuient l'hôpital public ?

Lancer une « mission sur les conditions de travail » fin 2025 est une insulte à l'ensemble des professionnels. Le diagnostic est connu depuis 15 ans ! Les personnels le crient dans chaque grève, chaque rapport, chaque alerte de CHSCT avant et de F3SCT maintenant : nous sommes épuisés, mal payés, en sous-effectif chronique et en perte de sens.

Ce ne sont pas de kits dont nous avons besoin, mais de moyens !

La CGT Santé et Action Sociale ne se contentera pas de cette communication méprisante. Nous exigeons un véritable plan d'urgence pour la psychiatrie publique qui passe par :

- **L'arrêt immédiat de toutes les fermetures de lits et la réouverture de lits là où c'est nécessaire,**
- **Un plan de recrutement massif et pluriprofessionnel (médecins, infirmiers, psychologues, A.S, éducateurs...) avec des plans de formation à la hauteur,**
- **Une revalorisation générale et immédiate des salaires et des carrières pour garantir l'attractivité de nos métiers,**
- **Le renforcement massif des financements pour les Centres Médico-Psychologiques (CMP) pour en faire de véritables portes d'entrée du soin, accessibles et gratuites pour tous,**
- **L'arrêt du dispositif « Mon soutien psy » et la réaffectation de son budget vers le service public de psychiatrie.**
- **Des conditions de travail dignes et sécurisées pour tous les agents.**

Ne nous laissons pas bernier par leurs annonces. La seule solution réside dans la mobilisation de toutes et tous pour défendre notre service public de psychiatrie.

Toutes et tous ensemble, exigeons les moyens pour un soin psychique humaniste et accessible

Rejoignez la CGT pour défendre vos droits et notre système de santé !